

المدرسة الوطنية للتجارة والتسيير - البيضاء

مادة اللغة العربية

الأستاذ الثاني...الأستاذ عبد اللطيف درويش

السنة الجامعية: 2010/2011

كل طالبة/طالب ترجمت/ترجم هذا المقال ترجمة لائقة تعفى/يعفى من المراقبة المستمرة والامتحان النهائي (عمل اختياري)
(FACULTATIF)

Les fragilités de l'économie marocaine :

1- La croissance pénalisée par la panne industrielle.

2- Les exportations stagnent, les importations explosent, les devises fondent.

3- L'Etat vit au-dessus de ses moyens et ça s'aggrave !

4- Compensation : le piège des matières premières.

5- Le manque de liquidités risque de freiner la croissance économique.

6- Investissements directs étrangers : encore très irréguliers.

7- L'économie ne crée plus suffisamment d'emplois et les diplômés souffrent plus que les autres.

8- Compétences : la qualité fait déjà défaut, la quantité posera problème.

9- Foncier : où trouver les milliers d'hectares mobilisables pour les plans sectoriels programmés ?

1- La croissance pénalisée par la panne industrielle :

La croissance au Maroc semble pénalisée par un triple problème.

Primo, une maîtrise encore insuffisante des effets des aléas climatiques créant un effet yo-yo et qui devrait trouver un début de solution dans le Plan Maroc Vert, mais pas avant 5 à 7 ans.

Deuzio, un trop faible apport de l'industrie à la création de richesses et qui trouve son explication dans son orientation trop prononcée vers l'export, alors que le marché intérieur est fortement importateur de produits finis.

Tertio, une activité de services plus basée sur la quantité que la forte valeur ajoutée. A part la Vision 2010 pour le tourisme qui a boosté le secteur tertiaire, les autres plans, que sont Emergence et Rawaj, n'ont pas encore produit suffisamment d'effets pour permettre au PIB de faire fi de la qualité d'une saison agricole.

2- Les exportations stagnent, les importations explosent, les devises fondent :

Déficit structurel de la balance commerciale, mais aussi les effets d'une crise économique internationale qui ont brusquement fait chuter les recettes de services et de transferts courants servant jusque-là de couverture à la faiblesse des exportations de biens. Le Maroc a mal à ses comptes extérieurs et cela dure depuis 2007.

3- L'Etat vit au-dessus de ses moyens et ça s'aggrave :

Depuis 2008, année record de croissance des recettes fiscales (+ 23,7 %), celles-ci ont entamé une baisse qui s'était établie à - 9,1 % en 2009 et devrait se situer à - 2,3 %, selon les prévisions de la Loi de finances 2010.

Pendant ce temps, les dépenses sont en hausse, surtout les dépenses d'investissement depuis 2007.

Pour réduire le déficit, il n'y a pas trente-six solutions : diminuer les dépenses, ou augmenter les recettes.

Les recettes fiscales ayant pratiquement épuisé leurs niches de forte croissance et étant désormais tributaires du comportement de l'économie, la solution est de couper dans les dépenses. Au Maroc, comme ailleurs, c'est l'investissement, principalement, qui tire la croissance. C'est donc dans les dépenses ordinaires qu'il faut piocher ! En particulier les dotations allouées aux établissements publics et les charges de compensation...

4- Compensation : le piège des matières premières :

Entre 1999 et 2009, le Maroc a déboursé 115 milliards de DH au titre de la compensation des hydrocarbures et des produits de première nécessité, soit une moyenne de 10,45 milliards de DH par année. Mais le Maroc peut-il se permettre de telles dépenses sachant que ces dernières sont appelées à croître considérablement.

Depuis 2003, en fait, le système de compensation dont la philosophie est de couvrir la hausse des prix de produits de première nécessité par les gains sur d'autres produits s'est transformé en soutien aux prix tout court.

Une situation qui deviendra intenable à moyen terme car les cours du pétrole semblent s'installer dans un cours durablement élevé en raison de la demande des pays asiatiques et, dans le même temps, l'Etat n'est pas prêt de connaître un excédent budgétaire comme en 2007 et 2008. La réforme est urgente et sera douloureuse. Mais a-t-on vraiment le choix ?

5- Le manque de liquidités risque de freiner la croissance économique :

La sous-liquidité du système bancaire marocain persiste et inquiète. Jusqu'à fin 2006, le marché était structurellement excédentaire, grâce à des transferts des MRE, des recettes de voyages et des

investissements étrangers en expansion. Mais à partir de juin 2007, il est devenu déficitaire. D'une part, la flambée des cours des matières premières a alourdi le poids des importations. De l'autre, le déclenchement de la crise internationale a affecté les recettes en devises du Maroc.

Ceci, conjugué à un rythme élevé de distribution des crédits, notamment par rapport à la collecte des dépôts, a plongé le marché dans un manque de liquidités qui atteint actuellement plus de 20 milliards de DH. Les conséquences ne se sont pas fait attendre. Les taux débiteurs ont augmenté et les banques ont durci les conditions d'octroi des crédits à l'encontre de certains secteurs.

Le taux de la réserve obligatoire est à son plus bas historique (6%).

Solution ? Seuls le renforcement de la bancarisation, actuellement à 47%, l'encouragement de l'épargne longue et l'endettement en devises permettront au marché de souffler.

6- Investissements directs étrangers : encore très irréguliers :

Le rapport 2010 sur l'investissement dans le monde dont la teneur vient d'être rendue publique par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) le confirme : les investissements directs étrangers (IDE) au Maroc évoluent de manière défavorable depuis deux ans. En 2009, ils ont totalisé 1,33 milliard de dollars, soit 11,3 milliards de DH (un dollar pour 8,5 DH), en chute de 46,5 % par rapport à 2008.

La priorité est donc de montrer et prouver que le pays a d'autres opportunités à offrir aux investisseurs. L'enjeu est de taille : Les pouvoirs publics semblent saisir la donne, et le plan Emergence de même que la Vision 2010 et la 2020 en préparation participe à cette volonté d'attirer beaucoup plus d'investissement. Mais il ne faudra pas que la stratégie se limite à l'aménagement de sites d'accueil et aux encouragements fiscaux qui ne font plus tellement la différence, de nos jours. Le pays a encore à faire pour réduire les lourdeurs administratives, former des compétences et surtout améliorer le fonctionnement de la justice dont se plaignent encore beaucoup d'opérateurs.

7-L'économie ne crée plus suffisamment d'emplois et les diplômés souffrent plus que les autres :

Depuis 5 ans, le taux de chômage stagne autour de 10%.

8-Compétences : la qualité fait déjà défaut, la quantité posera problème :

Pour garantir un haut niveau de croissance, il convient d'investir, de favoriser la consommation intérieure et d'encourager les exportations. Mais sans ressources humaines de qualité, il sera difficile d'aller loin. Cela est d'autant plus vrai pour une économie comme le Maroc qui veut passer de la sous-traitance à une industrie productrice de valeur ajoutée.

Aujourd'hui, le marché de l'emploi est moins tendu, mais il y a juste deux ans, quand l'économie mondiale était bien orientée, les opérateurs des TIC s'arrachaient les ingénieurs et les techniciens, les hôteliers avaient du mal à trouver un bon cuisinier et les professionnels du bâtiment allaient même

inciter des ouvriers du textile à venir les rejoindre. En cas de forte reprise, ce scénario pourrait se représenter avec, à la clé, une hausse du coût de la main-d'œuvre et, in fine, le recul de la compétitivité. En dépit des efforts de ces dernières années, le système éducatif a encore du mal à produire des ressources suffisantes, particulièrement sur le plan qualitatif. Preuve en est que le chômage frappe particulièrement les diplômés.

La solution, «associer encore davantage les professionnels à la définition du contenu pédagogique et surtout insister sur les moyens de développer le savoir-être», conseille un expert en RH qui illustre ainsi le second point : «Un ingénieur incapable de prendre des initiatives ne peut apporter grand-chose».

9- Foncier : où trouver les milliers d'hectares mobilisables pour les plans sectoriels programmés ?

Emergence, Rawaj, Plan Maroc Vert, Stratégie nationale de la logistique, Villes sans bidonvilles... Depuis cinq ans, le Maroc vit au rythme des plans sectoriels qui nécessiteront des milliards de DH et, surtout, des milliers d'hectares.

Les 23 plateformes industrielles intégrées (P2I) prévues dans le pacte Emergence mobiliseront quelque 3 000 hectares. Les futures zones logistiques nécessiteront, elles, 3 300 ha. Quant au plan Rawaj, pour la modernisation du commerce, il table sur le développement de zones d'activités commerciales sur une assiette foncière totale de 500 ha. A tout cela, il faut ajouter les grands chantiers d'infrastructures et, bien sûr, le plus gros consommateur de foncier qu'est le logement.

C'est que le foncier au Maroc souffre en fait de deux problèmes : la faible couverture par l'immatriculation foncière et la diversité des régimes dont certains sont compliqués (terres habous, terres guich, terres collectives...) ne permettent pas la mobilisation rapide pour les besoins des investisseurs et des grands projets.

L'idée qui consiste à créer une agence foncière nationale dont le rôle serait de faciliter la mobilisation du foncier est séduisante, mais en attendant, plusieurs investissements restent lettre morte faute de terrain.